

Le pouvoir aux travailleurs

27 JANVIER 2008

N° 140

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LES PRIORITES DE NOS DIRIGEANTS NE SONT PAS CELLES DES CLASSES PAUVRES	2 - 3
- UNE LOI CONTRE LA XENOPHOBIE ? UNE MESURE PUREMENT DEMAGOGIQUE !	4 - 5
- IB EST-IL UN PROBLEME POUR SORO ET GBAGBO OU UNE SIMPLE MARIONNETTE ? ...	5
- LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE D'UN MAHAN GAHE, PAS PLUS QUE DE SES HOMOLOGUES DE L'UGTCI	6
- FILTISAC : SI LE PATRON A SES PROBLEMES, NOUS LES OUVRIERS, NOUS AVONS AUSSI LES NOTRES !.....	7 - 8
- FILTISAC : APRES PLUSIEURS ANNEES D'EXPLOITATION, LES JOURNALIERS ONT DROIT A L'EMBAUCHE !.....	8 - 9
- DEBRAYAGE AUX GRANDS MOULINS D'ABIDJAN	9 - 10
- DARLING : DERRIERE LA FAÇADE DE LA BEAUTE, LA GALERE DE TRAVAILLEURS	10 - 11
- NESTLE YOPOUGON : LE PATRON SE MOQUE DES OUVRIERS !.....	11
- BÂTIMENT : SALAIRES DE MISERES ET PRECARITÉ DES CONTRATS	11 - 12
- « KENYA : UN REGIME SANGUINAIRE QUI SE MAINTIENT PAR LA REPRESSION ET QUI UTILISE LA VIOLENCE ETHNIQUE » ...	13 - 14

**LES PRIORITES DE NOS DIRIGEANTS
NE SONT PAS CELLES DES CLASSES PAUVRES**

Gbagbo en tournée dans le département d'Adzopé a dès l'entame de cette tournée, fait un meeting où il dit : « J'entends le peuple qui pleure, j'entends le peuple qui grogne. Que le peuple comprenne que je ne suis ni sourd ni aveugle mais un chef se fixe une priorité. Ma priorité c'est de ramener la paix et organiser des élections ». C'est en ces termes qu'il a répondu à tous ceux qui attendaient de sa part un mot sur la cherté de la vie.

Gbagbo parle aujourd'hui de ramener la paix. Pour autant il ne fera pas oublier que c'est bien lui et ses partisans qui ont hier pêché dans les eaux troubles de la xénophobie pour se maintenir coûte que coûte au pouvoir. Mais après tout tant mieux si aujourd'hui il veut enterrer la hache de guerre. Mais en quoi ces bonnes intentions l'autoriseraient à ne prendre aucune mesure d'Etat contre les marges bénéficiaires des importateurs et celles des grandes filières de la distribution ?

Pendant les préparatifs de cette visite, deux dames de la région ont résumé ce que les classes populaires attendent. Elles ont souhaité que : « Gbagbo trouve une solution au problème cruel qu'est la flambée des prix ». Elles ont exprimé haut ce que pense la majorité de la population qui subit tous les jours les hausses des prix.

A cette question, Gbagbo a répondu par ailleurs: « c'est normal, ce n'est pas dans les situations comme la crise qu'on peut arrêter les hausses des prix.... »

Gbagbo, tout comme ses prédécesseurs qui ont dirigé ce pays à quelque niveau que ce soit, sont des représentants des privilégiés. Attendre de leur part une baisse des prix ou une augmentation générale des salaires, c'est comme un travailleur qui, naïvement attendrait de son patron qu'il

améliore par lui-même sa situation sans y être contraint. La souffrance du peuple ne fait partie de leurs préoccupations que lorsque celui-ci l'exprime par la protestation.

La misère engendrée par la hausse des prix a fait resurgir des maladies, comme la tuberculose, le choléra, la fièvre typhoïde qui font des ravages car la grande majorité des gens n'ont pas les moyens de se soigner. Souvent les familles ou les proches des malades réussissent à rassembler au prix de nombreux sacrifices un peu d'argent. Mais les centres médicaux et les hôpitaux se révèlent impuissants à cause de la faiblesse des moyens mis à leur disposition par l'Etat.

Ces problèmes là sont pourtant une question de vie ou de mort pour la population pauvre.

Mais dans ce pays tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. La preuve c'est que les hôtels de luxe et les restaurants étoilés ont connu une influence particulièrement fournie durant la période des fêtes de fin d'année. Pendant tout le mois de décembre des pleines pages de publicité dans les journaux faisaient un étalage presque indécent des plats copieux et des boissons de marque auxquelles toute une clientèle huppée était conviée à s'adonner. Même dans certains nouveaux quartiers fréquentés par une couche plutôt aisée, de nombreux grands magasins ont poussé comme des champignons. Les vitrines n'ont pas désemploi de jouets pour leur progéniture.

Gbagbo dit qu'il demeure à l'écoute de son peuple. Mais de quelle partie du peuple est-il à l'écoute ? Pour le moment la majorité souffre mais en silence. Le peuple grogne mais en murmurant. Ça crie de partout la misère mais ce ne sont que de simples soupirs.

Ce qu'il faut à Gbagbo et, surtout à toute la classe riche qui vit sur le dos de la population, ce ne sont pas des soupirs ni de la grogne simple mais plutôt une réaction vive. Et c'est ça qui tarde vraiment à venir.

**UNE LOI CONTRE LA XENOPHOBIE ?
UNE MESURE PUREMENT DEMAGOGIQUE !**

Pendant ses tournées dans la région d'Azopé, Gbagbo a promis très prochainement de faire voter une loi contre la xénophobie, le tribalisme et le racisme. Il répond ainsi à KKB, le leader de la jeunesse PDCI qui a affirmé que 5 000 baoulés ont été tués dans la région de Gagnoa sans que le régime en place n'ait pris aucune mesure.

Que les accusations de KKB soient vraies ou pas, est une chose. Ce qui est sûr et que le régime ne peut plus nier, comme il l'a fait jusque là, c'est la barbarie qui a régulièrement parcouru ce pays. Et il y en a d'ailleurs tellement qu'on ne peut même pas énumérer tout. On peut tout juste rappeler quelques faits qui ont le plus marqué les esprits. Il y a eu la chasse contre les nigériens dans cette ânerie de « sexe qui disparaît » ; il y a eu la chasse aux ghanéens après un simple match de football en 1993 avec son lot de morts ; il y a eu les nombreuses atrocités à l'encontre des burkinabés dont celle de 1999 dans la région de Tabou ; il y a eu aussi cette barbarie contre les pêcheurs maliens connus du nom de « bozo », notamment dans la région d'Ayamé en 2000. Depuis les premières heures de la crise armée, des milliers de burkinabés ont été chassés de leurs plantations dans l'Ouest forestier, avec son lot de morts, de viols et autres exactions, surtout dans la région de Duékoué, et Guiglo. Et tous ces faits, se sont passés au vu et su des pouvoirs qui se sont succédés et au moins avec leur complicité coupable. Encore aujourd'hui, à longueur de journée, les ressortissants étrangers subissent toutes sortes d'exactions des « forces de l'ordre ». Ces dernières continuent nuitamment de les harceler dans leurs

quartiers, avec leur cortège de vols ou même de viols au coin des rues, sans que cela ne soit considéré comme des actes xénophobes ou condamnables. Dans ce registre, comment ne pas citer le grand massacre dont ont été victimes les populations dioulas dans les quartiers pauvres d'Abidjan, notamment à Abobo. Il faut rappeler ici le massacre et les cadavres entassés dans le « charnier de Yopougon », dont les auteurs avérés étaient exclusivement constitués des corps habillés, exécuteurs des basses œuvres du régime ! Rappelons que les auteurs de ce charnier ont été purement et simplement acquittés après la tenue d'un procès complètement bidon, et leur acquittement a été d'ailleurs ovationné publiquement par Gbagbo en personne. Après tout cela, comment croire que la simple mise en place d'une prétendue « loi contre la xénophobie » y changerait quelque chose ?

Tous ceux d'entre nous qui ont vécu dans ce pays ces 20 dernières années, savent que toutes ces barbaries qui ont régulièrement déferlé dans ce pays ont été toujours artificiellement montées par les principaux dirigeants politiques, à commencer par Gbagbo, Bédié, Guéi et autres. De nombreux intellectuels secondés par les plumitifs travaillant sous leurs ordres et qui s'appuyaient sur les bas instincts des gens.

Mais si ces barbaries ont facilement pris corps, c'est parce que la grande majorité des populations vivant dans ce pays y est réduite à une misère extrême. Il devient alors facile pour ces politiciens, de donner en pâture des boucs émissaires qu'ils

rendent responsables de tous les maux.

C'est dire que ce n'est pas parce qu'il y aurait une loi qu'il n'y aura plus de barbarie dans ce pays. Tant que des populations seront réduites à la misère et tant que des politiciens

avides se disputera le pouvoir, le risque de barbarie y sera toujours présent. C'est donc aux ouvriers et aux populations pauvres de comprendre qu'ils n'ont rien de bon à attendre venant de ces politiciens au service de la classe riche, quelle que soit l'étiquette qu'ils affichent.

IB EST-IL UN PROBLEME POUR SORO ET GBAGBO OU UNE SIMPLE MARIONNETTE ?
--

Depuis quelques temps, les FN (Forces Nouvelles) font écho d'un prétendu coup d'Etat. Gbagbo a même saisi le commissaire du gouvernement Ange Kessy pour enquêter sur cette affaire. Des personnes ont été arrêtées et emprisonnées à Abidjan par la gendarmerie. Parmi ces prisonniers, se trouve un journaliste français. Un mandat d'arrêt international serait en cours d'être lancé contre Ibrahim Coulibaly dit IB qui selon les forces nouvelles en serait l'auteur. A Bouaké, des proches de celui-ci ont été arrêtés et d'autres exécutés. Une chasse à l'homme a été organisée contre tous ceux qui étaient soupçonnés d'être des partisans de l'exilé.

Mais que cache cette campagne des FN contre IB? En effet, Ibrahim Coulibaly est l'un des principaux acteurs du coup d'Etat de 1999 qui a porté Robert Guéi au pouvoir et aussi celui de 2002 qui s'est mué en rébellion. Ayant perdu le contrôle de la rébellion au profit de Guillaume Soro, il s'est réfugié au Bénin. Il compte probablement encore des partisans au sein de l'armée des FN, même si Soro

et ses hommes en ont fait exécuter plusieurs. Soro craint manifestement que ce dernier vienne lui arracher le contrôle de la partie Nord du pays que lui et ses hommes dirigent et qu'il puisse attenter à sa vie.

Soro Guillaume organise ce règlement de comptes pour faire d'une pierre deux coups face aux différentes difficultés auxquelles il est confronté. A travers cette chasse aux partisans de IB, il en profite pour terroriser les populations qui ont mille raisons de manifester leur mécontentement face à la situation difficile qu'elles vivent. Il n'y a pas longtemps c'étaient les populations civiles de Bouna et de Bouaké qui ont manifesté pour exprimer leur mécontentement contre les traitements et la misère auxquels elles étaient exposées. Ensuite, c'étaient le tour des combattants qui réclamaient leurs primes et enfin les dozos, milices déguisées en chasseurs traditionnels, qui ont réclamé leur part de gâteau. Face à cette situation, si IB n'existait pas ils l'auraient inventé. Il constitue un bon prétexte pour régler leur compte à tous les mécontents.

L E U R S O C I E T E

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE D'UN MAHAN GAHE, PAS PLUS QUE DE SES HOMOLOGUES DE L'UGTCI

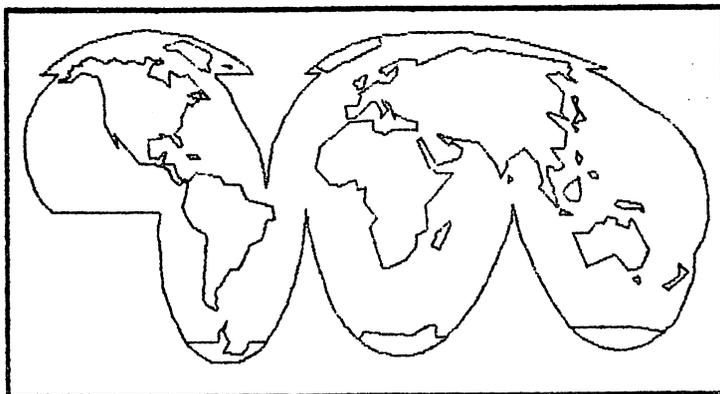
Mahan Gahé le secrétaire général de la centrale syndicale « Dignité » dans une interview accordée au journal le "jour plus" promet de faire un « sale coup contre l'Etat ». Son sale coup consisterait à faire « boycotter les élections 2008 » par les travailleurs. Mais qu'il nous explique donc en quoi boycotter les élections changerait le sort des travailleurs ? Est-ce que cela empêchera le patronat d'exploiter les travailleurs ?

Quelques mois auparavant ce même Mahan Gahé, avait donné « deux mois d'ultimatum » au gouvernement pour que celui-ci revoit à la baisse les prix des denrées de première nécessité. Mais une fois ce

délai passé, a-t-il au moins bronché, alors qu'entre temps, les prix ont encore augmenté ? A-t-il usé de sa position de dirigeant syndical pour impulser des luttes pour arracher une augmentation générale des salaires afin au moins de compenser ces hausses des prix ?

Bien sûr que non ! D'ailleurs y a-t-il vraiment lieu d'attendre cela de ce type qui tenait il n'y a pas longtemps des propos xénophobes. Ces propos ont divisé les travailleurs et les a affaibli face aux patrons. De toute évidence les patrons et le gouvernement ne les ont pas oublié puisque Mahan Gahé et d'autres dirigeants syndicaux mènent un train de vie sans rapport avec celui du monde du travail.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC : SI LE PATRON A SES PROBLEMES,
NOUS LES OUVRIERS, NOUS AVONS AUSSI LES NOTRES !

Au début du mois de Janvier, il y a eu plusieurs rencontres entre nos représentants et la Direction. Cette dernière a déclaré avoir reconquis le marché du sac, grâce à l'appui du gouvernement. Du coup, la production actuelle n'arrive plus à satisfaire les nombreuses commandes de sa clientèle. Notre patron est maintenant en train de nous supplier de fournir plus d'efforts et d'accepter de travailler les dimanches, c'est-à-dire sept jours sur sept.

Ces gens-là sont bien gonflés ! Si leurs profits le dictent, ils oublient toute la souffrance qu'ils nous font endurer.

Depuis plusieurs mois, sous prétexte que leurs affaires ne marchaient pas, ils se sont débrouillés pour réduire gravement nos revenus en faisant en sorte que nous ne puissions plus percevoir nos primes de production comme par le passé. Ce patron n'ignore pas combien la vie est devenue chère à Abidjan et pourtant il bloque nos salaires avec frein à main.

Depuis combien d'années, les journaliers sont traités comme des moins que rien et que la Direction les met à la porte quand bon lui semble ?
Doivent-ils mettre un

bouchon dans leur bouche ou bien coudre la bouche de leurs femmes et enfants quand la Direction de Filtisac décide à chaque fois de les mettre à la porte ?

Pourquoi ces travailleurs journaliers ne bénéficient même pas d'un minimum élémentaire exigible, sinon du seul droit du patronat à les exploiter comme des bêtes de somme et de tirer d'eux le maximum de profits ?

Lorsqu'ils nous demandent de travailler sept jours sur sept dans les conditions difficiles qui sont les nôtres, savent-ils ce qu'ils nous demandent ? Ou bien, ce n'est pas leur problème !

Pour nous les ouvriers, c'est l'occasion de poser nos problèmes. Pour l'instant, Filtisac a cédé tout juste sur la prime de transport qui est passée de 300 francs à 667 francs. C'est-à-dire de 9000 francs à 20.000 francs par mois. Ce n'est d'ailleurs même pas vraiment une concession dans la mesure où le gouvernement avait décidé cette revalorisation de la prime de transport, il y a déjà quelque mois et que ces 20 000 Frs étaient déjà accordés aux travailleurs de plusieurs sociétés à Abidjan depuis plusieurs années.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Quand aux autres problèmes soulevés par les travailleurs, à savoir :

- Les moyens d'accompagnement pour produire ces commandes
- L'embauche des journaliers
- Le versement d'une prime de production des journaliers

La Direction les rejette en bloc, sous prétexte de difficultés financières dues à la situation de guerre. L'argument devenu chant national de tous les patrons et des autorités pour

faire entendre qu'il n'y a pas d'argent. Ce qui n'a pas empêché, dans le temps, la société ni d'acheter des machines de production dernier cri à 3 milliards, ni tout récemment de distribuer des nouvelles voitures à ses responsables, ni évidemment, d'année en année, même les plus difficiles, de verser aux actionnaires leurs dividendes. De l'argent, il y en a ! Nous attendons donc de voir. Mais nous savons aussi que ces rapaces ne nous feront aucune concession sans un rapport des forces.

FILTISAC : APRES PLUSIEURS ANNEES D'EXPLOITATION, LES JOURNALIERS ONT DROIT A L'EMBAUCHE !

Les journaliers de FILTISAC sont durement exploités et sont logés à la même enseigne que la plupart des ouvriers des sociétés basées à Abidjan. Certains travaillent depuis 1999 et y demeurent journaliers jusqu'à ce jour. Ils ne voient même pas une lueur d'espoir d'embauche se profiler à l'horizon. A ce titre, ils ne sont pas déclarés à la CNPS. Ils ne sont donc pas pris en charge en cas d'accident et n'ont pas droit à l'assurance maladie et bien d'autres droits élémentaires.

La société les utilise quand elle est dans le besoin et les jette sur le pavé une fois elle a tiré le maximum de profit de leur travail. Leur existence est entre les mains de

FILTISAC qui décide quand ils doivent manger ou pas.

Leur salaire de la quinzaine tourne autour de 32.000 francs et connaît de nombreuses amputations.

Vu les hausses incessantes des prix des produits de grande consommation et le coût élevé du transport, cette somme est insignifiante. Alors quand il est bien difficile pour les journaliers de gérer leur petit salaire en période de travail, que peuvent-ils dire de leur période inactive ? Ces ouvriers journaliers deviennent physiquement méconnaissables parce la misère les frappe durement.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Cette situation a maintenu certains pendant près de dix ans à travailler avec des payes de misère sans pouvoir préparer leur retraite. Devant cette condition difficile des journaliers, n'y a-t-il pas une loi pour obliger les patrons à les embaucher en fixe ? Même si une telle loi existe, qui est-ce qui oblige donc le patronat à la respecter ? C'est son argent qui parle ! De plus, chacun sait que même les lois se font et se défont au gré des rapports de forces entre ouvriers d'un côté et patronat et gouvernement de l'autre. C'est d'ailleurs ainsi

que le code du travail dans ce pays a été complètement revu en défaveur des travailleurs depuis les 15 dernières années.

Du côté des syndicats, il n'y a pas beaucoup de réactions. Les partis politiques font beaucoup de discours pour solliciter le vote des travailleurs pour les échéances annoncées pour cette année, mais l'exploitation subie par les travailleurs ne fait pas partie de leurs préoccupations. C'est dire que les ouvriers ne peuvent que compter sur eux-mêmes devant les patrons qui ont tout pouvoir.

DEBRAYAGE AUX GRANDS MOULINS D'ABIDJAN

Les travailleurs journaliers des Grands Moulins d'Abidjan (GMA) ont arrêté le travail le 18 janvier pour protester contre leurs bas salaires. Ils sont au nombre de 350 sur le compte de ENTAC (Entreprise Assohoun et Compagnie) qui est en sous-traitance avec les GMA. Cette entreprise paie en moyenne 15 000 F CFA aux journaliers par quinzaine. Normalement, la journée de travail est pointée à 2 500 F CFA, mais il est rare de pouvoir travailler tous les jours. Très souvent ces ouvriers effectuent le déplacement aux GMA sans pouvoir y travailler. Ils sont corvéables à merci ! A ce rythme là, les quinzaines sont évidemment maigres.

Avec le coût du transport aujourd'hui sans compter les autres dépenses, nombreux sont ceux qui,

pour ne pas gaspiller toute leur paie en transport, dorment sur le lieu de travail toute la semaine. De plus, pour une prétendue assurance, 1500 F sont d'office retranchées sur la paie de chaque journalier par quinzaine.

Face à tous ces problèmes, une série de revendications ont été précédemment remises à la direction, mais elles sont restées sans suite. La direction s'est toujours arrangée pour faire avorter tout mouvement en renvoyant les meneurs. Cette fois le mouvement a pu se déclencher. Toute l'usine a même été bloquée. Les travailleurs demandaient entre autres, le relèvement de leur salaire à 80.000 F CFA par mois, l'augmentation des effectifs par équipe et leur inscription individuelle à la CNPS.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

La direction a réussi à faire reprendre le travail aux grévistes avec la vague promesse de revoir leur situation. Il faut dire qu'aux Grands Moulins, vu l'état des paies, beaucoup sont les travailleurs qui sont dans des situations difficiles. Cela a aussi joué contre le mouvement de grève, car beaucoup avaient peur de perdre des jours sur la quinzaine. Ainsi donc, quand les discussions ont commencé avec la direction, le travail avait déjà repris depuis deux jours. Le patron ne s'est donc pas gêné de renvoyer les travailleurs à ENTAC, la société d'intérim. Mais certains travailleurs pensent qu'ils n'ont pas encore dit leur dernier mot. Si d'ici 30 janvier, il n'y a rien de concret, ils promettent de relancer le mouvement.

Ce n'est pas le premier mouvement du genre sur la zone industrielle de Vridi. Au début du mois de décembre passé, c'était les journaliers chargeurs du port qui étaient en grève. Ils posaient les mêmes problèmes que ceux de GMA

aujourd'hui. C'est-à-dire leur rattachement direct à leur employeur sans l'intermédiaire des boîtes d'intérim.

Puisque les problèmes posés restent toujours d'actualité, il y aura forcément d'autres mouvements de grève qui poseront les mêmes revendications demain. La généralisation de la sous-traitance et l'utilisation de plus en plus poussée des boîtes d'intérim sont une véritable plaie pour le monde du travail. Les patrons y gagnent doublement : d'une part en tirant les salaires vers le bas tout en imposant des conditions de travail de plus en plus pénibles et dangereuses, d'autre part en divisant les travailleurs. Mais tant que les mouvements de mécontentement ou de grève des travailleurs sont éparpillés et isolés, les exploiters ne sont pas inquiétés. Mais à force de généraliser cette pratique ils finiront par donner des idées aux travailleurs en lutte pour sortir de leur isolement pour que leur force s'ajoute au lieu de se diviser.

DARLING : DERRIERE LA FAÇADE DE LA BEAUTE, LA GALERE DE TRAVAILLEURS

Darling est une entreprise de fabrication de mèches. Le processus de fabrication passe par plusieurs étapes : le grillage, le tapage, la couture (pour les mèches de tissage) ensuite le mouillage, le roulage et enfin l'emballage.

La société emploie plus de 500 travailleurs. Au nombre de ceux-ci il n'y

a que 99 embauchés. Les autres sont des journaliers. Parmi ces derniers, certains ont fait huit ans de boîte sans jamais être embauchés. Cela veut dire qu'après tant d'années d'exploitation l'entreprise ne les reconnaît même pas comme faisant partie de son personnel. En cas de renvoi, ils se retrouvent sans un seul sou ; ne parlons même pas de retraite.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Dans certaines sections telle que la super-mèche, le travail est particulièrement dur. On appelle cette section "bâtiment C". Certains collègues ont fui le travail après un jour ou même une demi journée. De plus, dans cette usine on renvoie les ouvriers pour un oui ou pour un non. Les toilettes, c'est 10 mn, pas plus ! Si on les dépasse c'est considéré comme motif de renvoi immédiat. C'est ce qui a failli arriver à un journalier. Heureusement pour lui qu'il était nouveau. Un travailleur en a fait les

frais en décembre dernier au roulage. Les mèches qu'il essayait de retirer du four lui ont brûlé le bras. Le temps qu'il vérifie si sa blessure était grave ou pas, le chef d'usine qui passait par là l'a viré pour motif de "paresse au travail".

Cette situation des ouvriers de Darling peut paraître particulière à ceux qui ignorent la réalité vécue par la plupart des ouvriers dans la ZI de Yopougon. Il n'en est rien. C'est presque la même réalité partout.

NESTLE YOPOUGON : LE PATRON SE MOQUE DES OUVRIERS !

Le 12 janvier dernier, Nestlé Yopougon a organisé une fête de fin d'année. Au cours de celle-ci, la société a offert des « kits » comprenant un cahier, un stylo, une gomme et un bic aux ouvriers. Certains travailleurs ont pris cela comme une moquerie et ont quitté très tôt la fête.

Mais tout le personnel n'était pas à la même enseigne car des cadres ont reçu des voitures comme récompense de leurs efforts.

C'est une aumône qu'on nous donne en récompense aux milliards que cette multinationale engrange chaque année !

Comme dit un ouvrier « c'est nous qui produisons, c'est nous qui faisons cette entreprise, mais c'est cahier on nous donne ! Ils savent que ce n'est pas avec ces bas salaires qu'on peut normalement scolariser nos enfants ! »

BÂTIMENT : SALAIRES DE MISERES ET PRECARITÉ DES CONTRATS

Sur tous les chantiers en construction à travers la ville d'Abidjan, les patrons, comme un seul homme, pratiquent le même système qui consiste à précariser les contrats et payer de bas salaires.

Tout d'abord, les travailleurs sont employés à la journée sans que cela ne soit signifié sur un papier. Et cet manière de procéder profite aux

patrons qui ne payent ni transport, ni congé ni gratification comme la loi le dit pour un travailleur journalier. Ces travailleurs peuvent aussi atteindre la période d'embauche sans qu'ils ne soient embauchés parce que considérés toujours comme journaliers. Cette manière de gardé le travailleur dans le flou total, fait le tour aujourd'hui de tous les chantiers mêmes les plus grands, à travers tout le pays.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

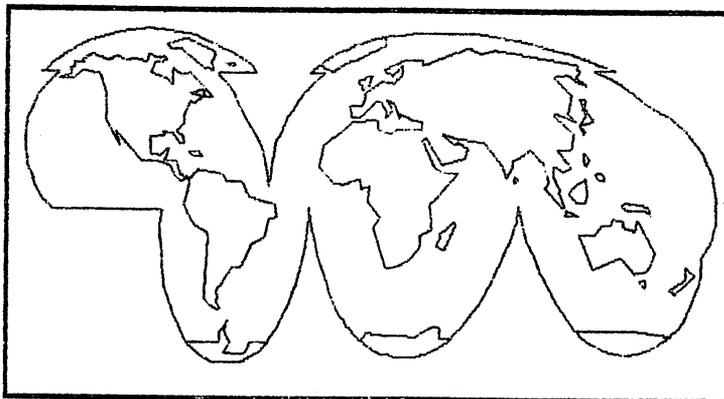
En plus des problèmes de salaires, il y a aussi le crucial problème d'heures de travail. Les travailleurs du chantier du ministère de l'intérieur appelé « chantier chinois » font dix heures pour 3000 F pour les ouvriers et 2000 pour les manœuvres. C'est aussi pareil sur le chantier du mémorial de la présidence. Là-bas, il y a même en pire ; car le travail de nuit est payé comme le travail du jour.

Quand aux chantiers des promotions immobilières comme la Sicogi PK18 ou InterBat Angré, non seulement les salaires sont bas, c'est-à-dire 1500 F manœuvre et 3000 F ouvrier mais en plus pour pouvoir

percevoir ce salaire, les travailleurs sont souvent contraints à faire un ou deux jours de grève.

Depuis le début de cette nouvelle année, il y a une certaine prise de conscience de la part de quelques uns de ces travailleurs qui ont entrepris d'organiser leurs camarades. Si pour les uns la tâche s'avère un peu moins difficile, pour d'autre, elle semble compliquée. Mais malgré ces difficultés, c'est le seul chemin pour nous les travailleurs, si nous voulons une quelconque amélioration de notre condition de travail. Et c'est pourquoi ceux qui ont pris ce chemin, sont à encourager.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**« KENYA : UN REGIME SANGUINAIRE QUI SE MAINTIENT PAR LA
REPRESSION ET QUI UTILISE LA VIOLENCE ETHNIQUE »**

Le 27 décembre dernier, l'ancien président-dictateur Mwai Kibaki s'est auto-proclamé élu après avoir fait bourrer les urnes et trafiqué les résultats des élections présidentielles et législatives pour se maintenir au pouvoir. Cette annonce a provoqué la colère des populations; cela a mis le feu aux poudres. Même les dirigeants des pays impérialistes qui soutiennent son régime, eux qui, en pareil cas, se taisent, ont cette fois-ci reconnu qu'il y a eu fraude.

Raila Odinga, le candidat de l'opposition, qui bénéficie du soutien d'une grande partie de la population des quartiers populaires de Nairobi ainsi que d'autres grandes villes, a exigé la démission de Kibaki, et a appelé ses électeurs et ses partisans à descendre dans les rues pour protester contre la confiscation du pouvoir par ce dernier et son parti. Malgré les tentatives de réconciliation de John Kuffor, secrétaire de l'UA (Unité Africaine) et de Koffi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU (Organisation des nations unies) pour ramener la paix dans le pays; malgré le couvre-feu instauré par le régime dans la région du Rift, au nord-ouest, les affrontements sanglants continuent.

La répression du pouvoir a été très violente. On parle de plus d'un millier de morts et plus de 250000 personnes déplacées. Mais cette violence n'a pas enrayeré la contestation car les populations en ont assez de la dictature de Kibaki et de la corruption de son régime. Elles aspirent à un changement. Kibaki est au pouvoir depuis 2002 mais son parti règne en maître absolu sur le pays depuis plusieurs décennies. Les caisses de l'Etat sont vidées par les dirigeants

alors que les populations vivent dans un dénuement total. Ce n'est pas seulement contre les fraudes électorales que les populations des quartiers pauvres se sont révoltées mais aussi contre tout ce que représente Kibaki et son régime.

La révolte, qui au départ, a pris d'emblée un caractère politique, semble avoir glissé, après plusieurs jours d'affrontements avec les forces de l'ordre, vers des règlements de compte à caractère ethnique.

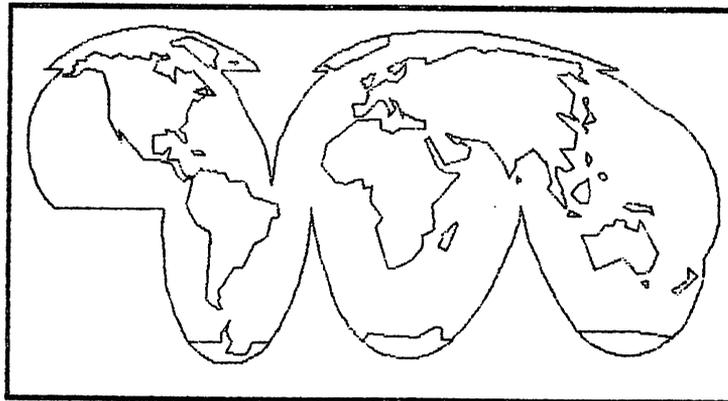
Le Kenya, comme la plupart des pays d'Afrique, est composé d'une mosaïque d'ethnies. Les dirigeants politiques n'hésitent pas à s'appuyer sur les populations de leur ethnie respective, à s'en servir comme marche-pied, pour se glisser dans les rouages du pouvoir. Mais en cas d'opposition politique au sommet de l'Etat, cela rejaillit sur les ethnies. C'est le cas actuellement entre Kibaki et Odinga pour la lutte au pouvoir. Cela a pris un caractère dramatique.

Dans la vallée du Rift, par exemple, où les partisans de Raila Odinga sont majoritaires, ces derniers s'en prennent aux Kikuyu, de l'ethnie de Kibaki. Ils sont tués, leurs habitations sont incendiées, leurs biens, bétail et autres animaux domestiques sont confisqués. On déplore, dans cette seule région, des dizaines de morts ces derniers jours. Les policiers, dépêchés de la capitale pour venir au secours, sont pris à partie. Mais une fois les assaillants repoussés, la police se retire. Alors les Luo de l'ethnie de Odinga, reviennent attaquer les Kikuyu. A Nairobi, des bandes de jeunes Luo armés de machettes, dressent des barrages, pourchassent les Kikuyu.

A supposer que Kibaki laisse le pouvoir au profit de Odinga, la situation des populations pauvres ne va guère s'améliorer. Les deux hommes sont du même bord. Kibaki était vice-président au temps du dictateur Arap Moi; Odinga était plusieurs fois ministre sous le même régime. Il n'est donc pas exclu que les deux hommes

s'entendent pour gouverner le pays aujourd'hui. En effet, sur le plan politique, rien ne les oppose, à part les ambitions personnelles. Autant dire que la situation de misère et de dénuement sur laquelle s'est développée la violence interethnique actuelle n'est pas prête de finir.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.